

"Une recherche absolument nécessaire"

Autor(en): **Bucheli, Erika / Nowotny, Helga**

Objektyp: **Article**

Zeitschrift: **Horizons : le magazine suisse de la recherche scientifique**

Band (Jahr): - **(2003)**

Heft 57

PDF erstellt am: **10.08.2024**

Persistenter Link: <https://doi.org/10.5169/seals-971318>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

« Une recherche absolument nécessaire »

PAR ERIKA BUCHELI

PHOTOS DOMINIQUE MEIENBERG

Les expériences en plein champ de blé transgénique se heurtent à une opposition au sein de la population. C'est tragique, estime Helga Nowotny*, sociologue des sciences, car, en Suisse, les bienfaits et les risques de la génétique appliquée aux plantes pourraient être étudiés de manière plus indépendante qu'aux Etats-Unis.

HORIZONS: D'un point de vue scientifique, les essais de l'Ecole polytechnique fédérale de Zurich (EPFZ) sur le blé génétiquement modifié ne représentent vraiment aucun danger. L'opposition est malgré tout très forte. La recherche aurait-elle un problème de communication ?

HELGA NOWOTNY: En premier lieu, il faut dire que ce n'est pas uniquement un problème suisse. Une étude récente de l'Union européenne a montré un très fort recul des demandes d'essais à l'air libre. Au total, 39 pour cent des personnes interrogées ont dû retirer leurs projets concernant les organismes génétiquement modifiés (OGM) au cours des quatre dernières années. Le problème n'est donc pas uniquement lié à une communication lacunaire ou trop tardive. Philippe Busquin, commissaire européen chargé de la recherche, évoque ouvertement le risque que l'Europe devienne à l'avenir dépendante des Etats-Unis en matière de biotechnologie. Les entreprises européennes actives dans ce secteur n'ont en effet plus guère d'autre choix que de délocaliser leurs recherches aux Etats-Unis. Dans certains pays comme l'Allemagne, la méfiance envers les expérimentations génétiques a des racines historiques. Dans d'autres pays, qui disposent encore de leur propre agriculture, se mêlent une attitude de rejet à l'encontre des grands groupes internationaux de l'agroalimentaire et une conception de la nature qui ne tolère aucune intervention humaine, même si les hommes n'ont rien fait d'autre jusqu'à présent que de la modifier.

Les consommateurs et consommatrices suisses ne désirent pas d'aliments génétiquement modifiés. Les spécialistes de technologie génétique ignorent-ils les souhaits de la population ?

Non, mais les chercheurs de l'EPFZ ont absolument raison de considérer que leur recherche est importante. Malheureusement, elle est

menée au mauvais moment et au mauvais endroit, car l'opposition est déjà trop vive. La question de la sécurité des plantes génétiquement modifiées reste, au niveau international, en tête des priorités. Pour moi, cette situation est tragique, parce que la recherche est absolument nécessaire et qu'on l'empêche. Ce que le public d'ici a tendance à ignorer, c'est que pour ce type de recherche, l'EPFZ ne subit pas de pressions des milieux industriels, contrairement à ce qui se passe souvent aux Etats-Unis. Dans notre pays, les conditions de la recherche auraient par conséquent été meilleures pour mettre en évidence les risques éventuels liés au blé transgénique. Mais au niveau local, c'est trop souvent l'égoïsme qui prime.

Si la recherche ne s'orientait qu'en fonction des vœux et des craintes de la population, de nombreuses réalisations n'auraient jamais vu le jour.

Dans ce cas concret, je note une forte divergence entre pays européens et pays en développement. En Europe, du fait de la prospérité, il n'y a pas de nécessité de recourir aux aliments transgéniques. Le marché n'a par ailleurs pas été capable de susciter des besoins. En Chine en revanche, où il faut nourrir une population d'un milliard de personnes, de gros efforts sont faits pour mettre sur pied une agriculture transgénique ne dépendant pas des grands groupes internationaux. Malheureusement, la situation dans les pays en développement ne s'améliore pas, notamment à cause d'accusations mutuelles comme celles qui ont été échangées récemment entre les Etats-Unis et l'Union européenne, au moment où quelques pays africains avaient un urgent besoin de nourriture, transgénique ou non. Sous couvert de moralité, nous, Européens et Américains, faisons payer aux plus pauvres les conséquences de nos conflits d'intérêt économiques.



Dans le domaine de la recherche sur les cellules souches d'embryons humains, la discussion publique n'a pas vraiment démarré et cela malgré de gros efforts. Est-il illusoire de vouloir porter sur la place publique des questions si complexes ?

C'est un exemple intéressant. La population n'a été que modérément interpellée par les potentialités ouvertes par la science et la recherche dans ce domaine. L'intérêt principal est venu de ceux qui avaient déjà eu l'occasion d'en discuter au préalable pour des raisons professionnelles, et à vrai dire avec des arguments qui n'étaient pas perçus comme urgents par la population. Je crois que nous devons accepter cet état de fait.

La discussion concernant la recherche sur les embryons semble se dérouler à des niveaux très différents. Les uns sont fondamentalement opposés à la recherche avec des embryons humains et les autres mettent en avant les bienfaits possibles. Voyez-vous une issue à ce dilemme ?

Pourquoi propose-t-on toujours un moratoire pour la recherche et pas pour les discussions publiques quand elles piétinent? Lorsqu'il y a une nécessité légale d'agir, il faut décider, tout en respectant bien sûr les règles du jeu démocratiques et les différents avis exprimés. De mon point de vue, cela s'est passé de manière satisfaisante en Suisse.

Comment peut-on, selon vous, créer un échange avant que les fronts ne se durcissent ?

Le prochain round se profile déjà. A l'avenir, d'autres sujets vont alimenter le débat entre la science et le public. Ainsi, aux Etats-Unis, il y a déjà beaucoup de discussions autour du bioterrorisme et de ses conséquences en termes de restrictions à la liberté de presse ou à la liberté de circulation des scientifiques étrangers. Tôt au tard, nous allons connaître ce débat en Europe. Le clivage entre science et public va alors vraisemblablement diminuer, car il s'agit de questions touchant essentiellement aux principes politiques.

Les chercheurs auraient-ils besoin d'une meilleure formation pour communiquer avec la société ?

En règle générale, de telles questions se posent quand la crise a déjà éclaté. La réponse est oui, évidemment. En même temps, je fais cette mise en garde : un cours accéléré de « communication » ou d'« éthique » ne va pas résoudre tous les problèmes. La population est très attentive aux stratégies opportunistes de communication à court terme. Nous avons besoin d'une réorientation à long terme basée sur une plus grande ouverture de la science envers la société. Les sciences sociales, la recherche en sociologie des sciences par exemple, ont beaucoup appris sur ces problèmes ces dernières années et peuvent mettre leur savoir à disposition des sciences naturelles. ■

*Helga Nowotny a été jusqu'en 2002 professeure de philosophie et d'étude des sciences à l'EPFZ et a dirigé le Collegium Helveticum. Actuellement, elle est à la tête du Comité consultatif européen pour la recherche (EURAB) et dirige le programme des bourses post-doc « Society in Science: The Branco Weiss Fellowship ».
www.society-in-science.ethz.ch